



Modification de la loi sur le libre passage Protéger l'avoir de prévoyance en cas de sortie d'un plan de prévoyance 1e

Résumé des résultats de la consultation
(Rapport sur les résultats)

Berne, le 05.12.2025

Table des matières

1	Contexte	3
2	Objet	3
3	Évaluation globale	4
4	Résultats de la consultation par disposition	5
4.1	Dépôt temporaire auprès d'une institution de libre passage.....	5
4.1.1	Cantons	5
4.1.2	Partis politiques	6
4.1.3	Associations faîtières de l'économie	6
4.1.4	Autres organisations et organes d'exécution	7
4.1.5	Autres participants à la consultation.....	9
4.2	Nouvelles obligations d'annonce et de réclamation.....	9
4.2.1	Cantons	9
4.2.2	Partis politiques	10
4.2.3	Associations faîtières de l'économie	10
4.2.4	Autres organisations et organes d'exécution	11
4.2.5	Autres participants à la consultation.....	13

Annexe

Liste des participants à la consultation et abréviations

1 Contexte

Le 16 octobre 2024, le Conseil fédéral a lancé une procédure de consultation concernant la modification de la loi sur le libre passage intitulée « Protéger l'avoir de prévoyance en cas de sortie d'un plan de prévoyance 1e ». La consultation s'est achevée le 30 janvier 2025.

Les cantons, les partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale, les associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne, les associations faîtières de l'économie, les autorités et institutions apparentées ainsi que d'autres organisations et organes d'exécution ont été invités à prendre position sur le projet de loi et le rapport explicatif. Au total, l'invitation à participer à la consultation a été envoyée à 94 autorités, institutions apparentées et autres organisations et organes d'exécution intéressés. Les documents de la procédure de consultation ont également été publiés sur le site Internet de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS)¹ et sur celui de la Chancellerie fédérale. Parmi les destinataires consultés, 26 cantons, trois partis politiques, une association faîtière des communes et des villes, quatre associations faîtières de l'économie et seize autres organisations et organes d'exécution ont répondu, dont six ont explicitement renoncé à prendre position. En outre, quatre avis provenant d'autres milieux intéressés ont été reçus.

	Destinataires	Avis reçus
Cantons	26	26 (dont 2 renoncations)
Conférence des gouvernements cantonaux	1	0
Partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale	10	3
Associations faîtières des communes, des villes et des régions de montagne	3	1 (renonciation)
Associations faîtières de l'économie	8	4
Autres organisations et organes d'exécution	45	16 (dont 3 renoncations)
Autres milieux intéressés	0	4
Total	94	54 (dont 6 renoncations)

Le présent rapport expose les résultats de la consultation. Tous les avis reçus ont été publiés sur Internet².

2 Objet

La motion 21.4142 déposée par le conseiller aux États Josef Dittli demande que les salariés qui quittent un employeur affilié à une institution de prévoyance 1e pour prendre un poste auprès d'un employeur ne proposant pas de plan de prévoyance 1e puissent transférer leur avoir de prévoyance dans une institution de libre passage pendant une durée maximale de deux ans afin de pouvoir compenser les éventuelles pertes. La motion a été adoptée par les deux chambres.

Le Conseil fédéral propose, conformément au texte de la motion, de donner la possibilité aux assurés de déposer leur avoir auprès d'une institution de libre passage pendant deux ans au maximum sans que cette possibilité soit soumise à la condition de l'existence d'une perte. Pour s'assurer que l'avoir soit transféré à l'institution de prévoyance compétente après deux ans au plus tard, l'ancienne institution de prévoyance et l'institution de libre passage seront tenues de respecter de nouvelles obligations d'annonce. En outre, le Conseil fédéral propose que toutes les institutions de prévoyance soient, à l'avenir, tenues de rechercher activement l'avoir de l'assuré lorsqu'il prend un nouvel emploi s'il ne s'acquitte pas lui-même de son

¹ <https://www.bsv.admin.ch/bsv/fr/home/publications-et-services/medieninformationen/nsb-anzeigeseite.msg-id-102810.html>

² <https://www.fedlex.admin.ch/fr/consultation-procedures/ended/2024#EDI>

obligation d'information. Enfin, l'institution de prévoyance devra exiger le transfert de l'avoir si l'assuré ne prend pas lui-même l'initiative de ce transfert.

Après une brève évaluation globale des résultats de la consultation, le présent rapport propose une analyse séparée des deux parties du projet.

3 Évaluation globale

Oui / plutôt oui au projet	Non / plutôt non au projet
32	9
Oui / plutôt oui aux obligations d'annonce et de réclamation	Non / plutôt non aux obligations d'annonce et de réclamation
26	7

Au total, 32 participants à la consultation se sont clairement ou majoritairement prononcés en faveur de la possibilité, pour les assurés qui changent d'emploi, de transférer leur avoir de prévoyance d'une institution de prévoyance 1e dans une institution de libre passage pour une durée maximale de deux ans si leur nouvel employeur ne propose pas d'institution de prévoyance 1e. Le projet est soutenu sur le fond par 20 cantons (**AG, AR, BE, BL, FR, GE, GR, JU, LU, NE, NW, SH, SO, SZ, TG, UR, VD, VS, ZG, ZH**), deux partis politiques (**Le Centre, UDC**), deux associations faîtières de l'économie (**USAM, UPS**), six autres organisations et organes d'exécution (**ASA, CAFP, Conférence des autorités cantonales de surveillance LPP et des fondations, CSI, IDP et VVS**) et deux autres participants (**AMAS, Groupe Mutuel**).

Neuf participants sont opposés au projet quant au principe, dont quatre cantons (**BS, SG, SH et TI**), un parti (**PS**), deux associations faîtières de l'économie (**Travail.Suisse, USS**) et deux autres organisations et organes d'exécution (**PK-Netz, FER**).

Les sept autres participants (**ASIP, BVK, CSEP, FIBA Vorsorge, Fondation institution supplétive LPP, Fonds de garantie LPP, Inter-pension**) n'ont pas expressément pris position pour ou contre le projet, mais se sont exprimés sur certains points, ou se sont abstenus de tout commentaire. L'**ASIP** a en outre proposé de dissocier la mise en œuvre proprement dite de la motion et la nouvelle réglementation supplémentaire concernant le transfert des avoirs de prévoyance afin de ne pas compromettre l'aboutissement de l'une ou l'autre.

L'introduction d'obligations supplémentaires (annonce et réclamation) pour toutes les institutions de prévoyance a été expressément approuvée par 26 participants. Il s'agit en l'occurrence de quatorze cantons (**AG, BE, BS, BL, FR, GE, LU, NE, TG, TI, UR, VD, ZG et ZH**), d'un parti (**PS**), de deux associations faîtières de l'économie (**Travail.Suisse, USS**), de sept autres organisations et organes d'exécution (**ASIP, CAFP, Conférence des autorités cantonales de surveillance LPP et des fondations, CSI, PK-Netz, FER, Fonds de garantie LPP**) et de deux autres participants (**BVK, Groupe Mutuel**).

Sept participants ne sont pas favorables à l'introduction de nouvelles obligations d'annonce et de réclamation pour toutes les institutions de prévoyance : un canton (**SZ**), une association faîtière de l'économie (**UPS**) et cinq autres organisations et organes d'exécution (**ASA, CSEP, IDP, Inter-pension, VVS**). Si cette partie devait néanmoins être mise en œuvre, **SZ, UPS, Inter-pension** et l'**ASA** souhaitent qu'elle le soit par le biais d'une solution technique de consultation automatique des données.

4 Résultats de la consultation par disposition

4.1 Dépôt temporaire auprès d'une institution de libre passage

4.1.1 Cantons

Au total, 20 cantons, soit une large majorité, soutiennent les points essentiels du projet (**AG, AR, BE, BL, FR, GE, GR, JU, LU, NE, NW, SH, SO, SZ, TG, UR, VD, VS, ZG, ZH**). Selon eux, le projet permet aux assurés de compenser les pertes éventuellement subies. **AG** et **VD** estiment que le projet respecte les principes de proportionnalité, de collectivité et d'égalité de traitement.

Quatre cantons (**BS, TI, SG** et **SH**) rejettent le projet du Conseil fédéral en invoquant les frais administratifs et l'affaiblissement de la responsabilité individuelle, pourtant souhaitée, des assurés qui optent pour un plan 1e. En outre, **BS, TI** et **SH** estiment qu'une révision de la loi n'est pas nécessaire, car elle ne concerne que peu d'assurés. **SG** estime que la mesure envisagée ne permet pas de garantir que les pertes seront effectivement évitées ; celles-ci peuvent s'accroître au cours des deux années pendant lesquelles l'avoir est déposé dans l'institution de libre passage, raison pour laquelle la mesure lui paraît inappropriée.

LU fait observer qu'en cas de dépôt temporaire d'une partie de l'avoir de prévoyance auprès d'une institution de libre passage, cette partie doit être prise en compte lors du calcul de la somme de rachat maximale visée à l'art. 60a, al. 3, de l'ordonnance du 18 avril 1984 sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (OPP 2). **LU** salue le fait que l'art. 12 de l'ordonnance du 3 octobre 1994 sur le libre passage (OLP) ne soit pas applicable et qu'en cas de changement d'employeur pendant le délai de deux ans, la prestation de sortie de la nouvelle institution de prévoyance ne puisse être transférée qu'à une autre institution de libre passage.

VD souligne que les assurés qui ont interrompu temporairement leur carrière (par ex. pour cause de chômage ou de maternité) sont victimes d'une inégalité de traitement, car ils n'ont pas la possibilité de maintenir leur avoir auprès de l'institution de libre passage s'ils devaient reprendre un emploi. De plus, si pendant ces deux ans, la nouvelle institution de prévoyance devait se trouver en situation de découvert et être liquidée, l'avoir déposé temporairement auprès de l'institution de libre passage ne subirait pas de réduction, contrairement à celui des autres assurés.

BL et **VD** souhaitent que les assurés ne puissent transférer leur avoir dans une fondation de libre passage au lieu d'une institution de prévoyance que si cette fondation offre le choix d'une stratégie de placement. Une stratégie plus défensive ou offensive irait à l'encontre de l'idée selon laquelle le projet permettrait de réduire les pertes.

SZ propose de prévoir des dispositions (pénales) ou des mesures administratives afin de s'assurer que les avoirs soient transférés et que les institutions de prévoyance puissent honorer leur obligation d'information. **NE** est convaincu que les assurés ne se conformeront pas à l'obligation de transfert après deux ans, alors que les charges administratives augmenteront.

AG juge le délai de deux ans un peu juste pour que les pertes puissent effectivement être compensées.

4.1.2 Partis politiques

Tandis que **Le Centre** et l'**UDC** se félicitent de la possibilité de transférer la prestation de sortie d'un plan 1e sur un compte de libre passage, le **PS** s'oppose résolument à cette modification.

Le Centre et l'**UDC** y voient une possibilité d'atténuer les éventuelles conséquences négatives d'un changement de situation professionnelle sur la fortune de prévoyance. Selon **Le Centre**, les assurés devraient supporter eux-mêmes le risque de pertes supplémentaires au bout des deux années prévues, comme le prévoit le fonctionnement des plans 1e.

Pour le **PS**, la modification de loi proposée s'apparente à un parachute doré qui vient s'ajouter au cadeau déjà fait aux personnes à hauts revenus en introduisant les plans 1e.

L'**UDC** relève que les diverses obligations d'annonce liées au transfert de l'avoir du plan 1e entraînent un accroissement des charges administratives et de la bureaucratie. Il estime que les frais ne sont pas seulement répercutés sur les personnes assurées dans le cadre d'un plan 1e, mais sur tous les assurés. Il fait également observer que l'inégalité de traitement au sein du collectif peut être considérée comme étant contraire au principe de solidarité, notamment si une institution de prévoyance présente un découvert. D'un autre côté, il voit dans l'optimisation des possibilités de placement un moyen d'atténuer une éventuelle perte. Pour l'**UDC**, cette souplesse accrue dans le cadre de la prévoyance vieillesse l'emporte par conséquent.

4.1.3 Associations faîtières de l'économie

L'**UPS** soutient la volonté de sécuriser les avoirs de prévoyance des travailleurs, y compris en cas de perte d'emploi volontaire ou involontaire.

L'**USAM** salue la possibilité de transférer temporairement les avoirs liés à un plan 1e vers une institution de libre passage et estime que cette mesure bienvenue offre aux bénéficiaires un délai supplémentaire avant de procéder à un réinvestissement définitif dans une nouvelle institution de prévoyance.

L'**USAM** juge toutefois la limite de deux ans trop courte et considère qu'une durée de huit ans serait appropriée. En outre, elle craint que la complexité administrative génère des coûts supplémentaires qui devraient être supportés par les assurés. Une approche plus flexible pour la gestion du transfert des avoirs et une coordination améliorée entre les différentes institutions pourraient réduire la charge administrative. De plus, les fournisseurs de solutions 1e et les fondations de libre passage devraient garantir que les frais liés aux transferts restent transparents et raisonnables.

L'**UPS** considère également que l'horizon temporel est trop court. Elle approuverait une solution qui permettrait de différer le désinvestissement de trois années supplémentaires au maximum si la valeur de la prestation de sortie était inférieure à celle de la prestation de sortie apportée à l'origine. Ce complément permettrait de mieux atteindre l'objectif fixé par le législateur.

L'**USS** rejette catégoriquement la possibilité de transférer les avoirs de prévoyance des plans 1e dans une institution de libre passage. Selon elle, cela affaiblirait encore davantage la protection collective offerte par la LPP, renforcerait les inégalités et accroîtrait inutilement la complexité du 2^e pilier. Cela reviendrait également à créer un parachute doré.

Travail.Suisse estime qu'une réglementation spéciale pour les éventuelles pertes subies par un petit groupe de privilégiés en cas de changement d'employeur n'est pas une mesure

prioritaire. De plus, l'individualisation temporaire du processus d'épargne irait à l'encontre des principes de collectivité et d'égalité de traitement.

Travail.Suisse est d'avis que la possibilité de transférer l'avoir de prévoyance sur un compte de libre passage doit être clairement limitée comme suit : la prestation de sortie doit être versée à la nouvelle institution de prévoyance après deux ans au plus tard ; l'avoir ne doit pas être transféré dans plusieurs institutions de libre passage ; l'avoir de libre passage ne doit pas être versé avant l'âge de la retraite et doit être transféré à l'institution de prévoyance compétente si un cas de prévoyance survient. En outre, l'organisation juge impératif de limiter cette réglementation aux cas dans lesquels le nouvel employeur n'offre pas de plan 1e, comme prévu par la motion.

L'**USS** et l'**UPS** préféreraient une solution dans laquelle l'avoir pourrait rester dans l'institution de prévoyance actuelle. L'**UPS** souligne que la solution proposée accroîtrait les charges administratives, compliquerait le processus et générerait très probablement des frais de gestion plus élevés lorsqu'un tiers est impliqué.

4.1.4 Autres organisations et organes d'exécution

Cinq organisations (**ASA**, **CAFP**, **Conférence des autorités cantonales de surveillance LPP et des fondations**, **IDP** et **VVS**) se félicitent de l'introduction des dispositions qui prévoient le versement temporaire d'avoirs de prévoyance de plans 1e dans une institution de libre passage pour une durée limitée à deux ans. **IDP** voit dans les modifications proposées une extension faisable de la réglementation relative aux plans 1e. La **CAFP** juge la solution pragmatique. La **Conférence des autorités cantonales de surveillance LPP et des fondations** estime que la solution est appropriée et conciliable avec les principes d'égalité de traitement et de collectivité. **VVS** demande en outre que l'avoir de prévoyance puisse rester déposé auprès de l'institution de libre passage pendant un cycle boursier ou conjoncturel, autrement dit huit ans.

L'**ASIP** estime que le dépôt temporaire d'avoirs de plans 1e est difficilement défendable et que ceux-ci devraient plutôt être directement transférés dans la nouvelle caisse de pension. La **FER** préférerait que la prestation de sortie soit transférée dans l'institution de prévoyance du nouvel employeur même si celui-ci ne propose pas de plan de prévoyance 1e. **Inter-pension** estime que le projet concerne la gestion d'un «problème de luxe». La **CSI** se demande si le transfert temporaire tel qu'il est prévu est effectivement nécessaire ou justifié, mais approuve les modifications proposées.

PK-Netz rejette catégoriquement la mise en œuvre de la motion 21.4142 au motif qu'il n'y a strictement aucune nécessité d'agir en la matière.

L'**ASIP** salue la décision de ne pas limiter le transfert dans une institution de libre passage aux cas de perte, car cela aurait été difficile à mettre en œuvre. **PK-Netz** estime au contraire qu'il ne faudrait pas renoncer à ce critère.

L'**ASIP** et la **CAFP** saluent expressément le fait que l'avoir de prévoyance doive être transféré dans une institution de libre passage et ne puisse pas rester dans l'institution de prévoyance 1e. En revanche, **PK-Netz**, l'**ASA** et la **Fondation institution supplétive LPP** estiment que l'avoir devrait être laissé dans l'ancienne institution de prévoyance 1e pendant les deux ans, ce qui réduirait les charges administratives et éviterait d'impliquer un organisme tiers. L'**ASA** invoque le fait qu'avec cette solution, les titres n'auraient pas besoin d'être cédés immédiatement et que l'assuré pourrait profiter d'un redressement ultérieur du marché.

L'**ASA** souligne par ailleurs qu'un cycle boursier ou conjoncturel dure généralement entre sept et dix ans et qu'il y a donc lieu de se demander si l'objectif visé par le législateur est atteignable avec une durée de seulement deux ans. L'**ASA** propose de prévoir la possibilité, en cas de perte au bout de deux ans, de différer le désinvestissement de trois ans supplémentaires au maximum. **VVS** préconise que l'avoir de prévoyance puisse être investi pendant huit ans dans des placements comparables de l'institution de libre passage avant de devoir le transférer dans la nouvelle institution de prévoyance. La **CAFP** juge également l'horizon de placement de deux ans très court pour compenser une perte. Elle ajoute que l'ouverture d'un compte de libre passage incluant des prestations de conseil et la définition d'un profil de risque est fastidieuse, ce qui soulève la question de savoir si – et le cas échéant de quelle manière – les institutions de libre passage seront amenées à réaménager leur offre.

L'**ASIP** propose de mentionner expressément que la prestation de sortie consiste en de la monnaie scripturale et non pas en un transfert de titres. La **CAFP** suggère également de définir le terme « prestation de sortie » en conséquence. La **Conférence des autorités cantonales de surveillance LPP et des fondations** propose de définir comment et quand la vente des titres doit avoir lieu. La **FER** regrette que le projet ne prévienne pas à quel type d'institution de libre passage l'avoir peut être versé (solution d'épargne-titres uniquement ou également solution d'épargne pure, auquel cas la perte augmenterait). La **Fondation institution supplétive LPP** demande au législateur d'exclure la possibilité qu'une prestation de sortie d'un plan de prévoyance 1e puisse être déposée chez elle, d'autant qu'elle ne propose pas de solution d'épargne-titres.

La **FER** fait observer que si un cas de prévoyance survient et que l'avoir est transféré à l'institution de prévoyance, c'est la collectivité des assurés de la nouvelle institution de prévoyance qui devrait assumer une perte éventuellement plus importante liée à un plan 1e.

La **FER** et l'**ASA** proposent d'étendre la possibilité de laisser temporairement l'avoir dans l'institution de libre passage aux assurés qui ont placé leur avoir de libre passage dans le cadre d'une stratégie de placement et qui subiraient une perte lors de la prise d'un nouvel emploi s'ils devaient le transférer directement dans la nouvelle institution de prévoyance. L'**ASA** accorderait également la possibilité d'un versement temporaire aux assurés dont le nouvel employeur dispose d'une institution de prévoyance 1e, car il est possible que la nouvelle institution ne propose pas de stratégie de placement qui corresponde à celle de l'ancienne. L'**ASA** souligne en outre qu'en cas de partage de la prévoyance professionnelle faisant suite à un divorce, le conjoint créancier n'aurait pas la possibilité de compenser les éventuelles pertes subies sur les placements pendant les deux années en question. La **CSEP** est aussi d'avis que le conjoint créancier devrait également avoir la possibilité de transférer temporairement l'avoir de prévoyance dans une institution de libre passage.

La **Conférence des autorités cantonales de surveillance LPP et des fondations** et la **CSI** saluent le fait que le transfert soit limité à une seule institution de libre passage et que l'art. 12 OLP ne s'applique pas dans ces cas. La **CSI** indique également que l'avoir placé temporairement dans l'institution de libre passage doit impérativement être pris en compte dans le calcul de la somme de rachat maximale visée à l'art. 60a, al. 3, OPP 2.

La **CSEP** approuve le fait que la prestation de sortie doive être transférée de l'institution de libre passage à la nouvelle institution de prévoyance si un cas de prévoyance survient. Elle ajoute que cela devrait être le cas même si aucune prestation ne doit être versée par la nouvelle institution de prévoyance (par ex. en cas de décès d'une personne non mariée).

4.1.5 Autres participants à la consultation

L'**AMAS** salue le projet sur le fond. Elle estime que renoncer à définir une perte est une solution pragmatique. Elle est également favorable au fait que la prestation de sortie puisse être transférée dans une institution de libre passage, mais ne puisse pas être laissée dans l'institution de prévoyance 1e.

L'**AMAS** est d'avis que la forme de la prestation de sortie doit être définie ; un apport en nature serait très compliqué sur le plan administratif, raison pour laquelle seuls des francs suisses devraient être possibles.

L'**AMAS** relève en outre qu'un conseil global et l'établissement d'un profil de risque lors de l'ouverture d'un compte de libre passage entraînent de lourdes charges administratives. Comme la durée de placement est limitée à deux ans et que le montant de l'avoir de prévoyance peut s'avérer très faible en raison du seuil d'accès élevé pour les plans 1e, les institutions qui proposent ce service risquent d'être peu nombreuses, voire inexistantes. L'association estime donc que les formalités d'ouverture d'un compte devraient être limitées au strict minimum nécessaire.

Groupe Mutuel soutient le projet sur le fond, mais demande que l'institution de libre passage bénéficie d'un délai pour le transfert de la prestation de sortie et pour procéder aux adaptations administratives et informatiques nécessaires.

Groupe Mutuel propose qu'un délai soit accordé aux institutions de libre passage pour que les titres puissent être liquidés sans que cela n'entraîne de lacune de couverture pour le financement de la prestation de libre passage à transférer. La société d'assurance fait en outre remarquer que le projet entraîne une augmentation de la charge administrative des institutions de prévoyance et des institutions de libre passage et donc, potentiellement, de leurs frais de gestion.

4.2 Nouvelles obligations d'annonce et de réclamation

4.2.1 Cantons

Au total, quatorze cantons (**AG, BE, BS, BL, FR, GE, LU, NE, TG, TI, UR, VD, ZG** et **ZH**) saluent l'introduction des nouvelles obligations d'annonce et de réclamation pour toutes les institutions de prévoyance, car elle permet de garantir le transfert effectif des avoirs dans les institutions de prévoyance. En revanche, **SZ** s'oppose à ces nouvelles obligations et estime que le risque qui y est lié devrait continuer d'être supporté par l'assuré.

Neuf cantons (**AR, BS, GE, NE, NW, SH, TI, ZH** et **ZG**) craignent que les nouvelles obligations d'annonce et de réclamation alourdissent les procédures administratives et donc les frais y afférents, et ne soient par conséquent pas conformes au principe de proportionnalité. Afin de renforcer l'efficacité, sept cantons (**AG, BE, BL, BS, SZ, UR** et **TG**) demandent donc que soit introduite une solution technique centralisée sous la forme d'une plateforme numérique.

BS et **SZ** sont opposés au fait que les institutions de prévoyance soient obligées de faire elles-mêmes des recherches pour savoir si les assurés disposent d'un avoir de prévoyance au cas où ceux-ci ne fourniraient pas ces renseignements. **BS** demande donc de biffer la deuxième phrase de l'art. 3, al. 1^{er}, LFLP et de l'art. 4, al. 2^{er}, LFLP, en invoquant avant tout les charges administratives supplémentaires qui seraient ainsi générées.

LU et **VD** saluent la modification de l'art. 11, al. 2, LFLP, car les assurés omettent souvent de transférer leur avoir de libre passage dans la nouvelle institution de prévoyance et que les

institutions de prévoyance ne s'enquière pas systématiquement de l'existence d'un avoir de libre passage. Ces nouvelles règles permettront selon eux d'éviter que les avoirs de prévoyance soient fragmentés et que la progressivité du taux d'imposition puisse être rompue de manière injustifiée en percevant les avoirs de libre passage et les avoirs existant auprès d'une institution de prévoyance lors de périodes fiscales différentes. **SZ** estime la nouvelle obligation de réclamation judicieuse, mais inefficace si elle n'est pas assortie de dispositions (pénales) pour l'institution de libre passage. Le canton considère également que les dispositions d'exécution devraient prévoir des délais.

NE regrette que l'accent soit mis sur l'obligation de réclamation par la nouvelle institution de prévoyance plutôt que sur l'obligation de transfert par l'institution de libre passage. **SZ** et **UR** proposent d'imposer également aux institutions de libre passage de rechercher l'existence de rapports de prévoyance, à la fois périodiquement et lors de l'ouverture d'un compte.

SH s'oppose à la modification de l'art. 11, al. 2, LFLP au motif que la réglementation en vigueur a fait ses preuves et que l'obligation de réclamer les avoirs entraîne un surcroît de charges administratives. **AI** et **SZ** rejettent l'introduction d'obligations pour les institutions de prévoyance, car ils estiment que le versement des avoirs relève de la responsabilité individuelle des assurés. Ils jugent en outre l'obligation d'information inefficace si aucune possibilité de sanction n'est prévue par la loi.

ZH et **ZG** mettent en avant le principe de causalité ; les personnes assurées qui n'honorent pas leurs obligations devraient supporter les coûts qu'elles occasionnent. Ces cantons demandent que le coût des recherches fastidieuses soit mis à la charge des personnes concernées plutôt de la collectivité des assurés (par l'intermédiaire des frais administratifs).

4.2.2 Partis politiques

Le **PS** soutient l'introduction des obligations d'annonce et de réclamation prévues au motif qu'elles peuvent éviter qu'un changement d'emploi soit utilisé pour déposer temporairement sa fortune de prévoyance sur différents comptes de libre passage et profiter éventuellement d'avantages (fiscaux) supplémentaires au moment du retrait. Ces obligations permettraient également de réduire le nombre de comptes oubliés, ce qui renforcerait la couverture de prévoyance des travailleurs.

Le **PS** souligne que la mise en place de l'obligation de réclamer les avoirs de prévoyance par les institutions de prévoyance se heurte à divers obstacles sur le plan technique et en matière de protection des données. Il juge donc essentiel que le Fonds de garantie et la Fondation institution supplétive LPP apportent une contribution positive et élaborent des propositions de mise en œuvre réalisables.

4.2.3 Associations faitières de l'économie

L'**UPS** est d'avis que les institutions de prévoyance ne devraient pas être tenues de rechercher ou de réclamer elles-mêmes les prestations de sortie. Ces tâches devraient être de la responsabilité des assurés, sous peine d'accroître la charge administrative des caisses de pensions, et partant les frais administratifs.

Travail.Suisse salue vivement les dispositions concernant les obligations d'annonce et de réclamation. L'organisation estime qu'il s'agit d'une amélioration importante pour les travailleurs, qui est également capitale pour la crédibilité du 2^e pilier. L'**USS** approuve elle aussi l'idée selon laquelle les institutions de prévoyance peuvent réclamer directement les avoirs de libre passage.

Selon l'**USS**, des interfaces numériques fonctionnant correctement entre les caisses de pensions ainsi qu'avec la Centrale du 2^e pilier et la Fondation institution supplétive LPP sont essentielles pour que les nouvelles obligations puissent être mises en œuvre et gérées sans un surcroît de travail administratif disproportionné et à un coût raisonnable. Les programmes BVG Exchange et BVG Match développés par la Fondation institution supplétive LPP en collaboration avec les partenaires sociaux constituent selon elle une base essentielle. Elle ajoute que le Fonds de garantie LPP a manifesté sa volonté de mettre en place une nouvelle interface avec la Centrale du 2^e pilier. Les bases sont ainsi créées pour améliorer de façon décisive la protection de prévoyance des assurés grâce à des progrès en matière de numérisation. L'**USS** soutient résolument ce programme. L'**UPS** signale également que si le Conseil fédéral devait retenir l'obligation d'annonce et de réclamation, il faudrait impérativement mettre en place des possibilités et des solutions techniques appropriées. Il pourrait par exemple s'agir d'un système de consultation automatique des données auprès de la Centrale du 2^e pilier au moyen d'une interface numérique.

L'**UPS** estime qu'il serait encore plus judicieux d'exiger des institutions de libre passage qu'elles vérifient régulièrement si les assurés ont changé d'institution de prévoyance. Cette vérification contribuerait à réduire la charge administrative pour toutes les parties prenantes et permettrait de s'assurer que les prescriptions légales sont respectées.

De plus, l'**USS** approuve la demande de la Fondation institution supplétive LPP qui consiste à limiter l'applicabilité de la nouvelle obligation de réclamation prévue à l'art. 11, al. 2, LFLP en ce qui concerne l'assurance de risque visée à l'art. 2, al. 3, LPP.

4.2.4 Autres organisations et organes d'exécution

Sept organisations (**ASIP**, **CAFP**, **Conférence des autorités cantonales de surveillance LPP et des fondations**, **CSI**, **FER**, **Fonds de garantie LPP** et **PK-Netz**) saluent les nouvelles obligations d'annonce et de réclamation. La **CAFP** estime que les fonds de prévoyance parviendront ainsi plus facilement aux ayants droit et que cela freinera l'afflux d'avoirs de libre passage dans la Fondation institution supplétive LPP. La **CSI** est convaincue que le morcellement des fonds de prévoyance sera ainsi évité.

L'**ASIP** souligne que les nouvelles obligations d'annonce devraient accroître les charges administratives des institutions de prévoyance. Elle juge important de rappeler que l'assuré reste responsable en premier lieu de la transmission des informations nécessaires et que les nouvelles obligations d'annonce ne s'imposent donc que s'il ne respecte pas ses obligations. Elle observe par ailleurs que le projet ne prévoit pas d'obligation pour l'institution de prévoyance de contrôler le contenu des informations transmises.

L'**ASIP** considère qu'une mise en œuvre n'est possible que si une plateforme d'échange numérique est mise en place à cet effet et que des délais transitoires suffisamment généreux sont accordés pour la mise en application. Comme les informations concernant les assurés sont communiquées à la Centrale du 2^e pilier en fin d'année, elles sont généralement obsolètes. L'**ASIP** propose par conséquent d'utiliser les solutions BVG Exchange et EASX qui existent déjà.

L'**ASA**, **Inter-pension** et **PK-Netz** sont également d'avis qu'une plateforme d'échange automatisé de données est indispensable pour limiter les charges administratives. Pour le **Fonds de garantie LPP**, il va de soi que les recherches doivent être effectuées par l'intermédiaire de la Centrale du 2^e pilier, raison pour laquelle une nouvelle interface largement automatisée devrait être mise en place. La **Fondation institution supplétive LPP** demande l'introduction d'une obligation légale d'utiliser une plateforme numérique et propose d'utiliser

BVG Match, à condition que toutes les institutions de prévoyance et de libre passage se raccordent à cette plateforme. **Inter-pension** considère que l'introduction de nouvelles obligations d'annonce et de réclamation est problématique et représente une charge administrative trop importante, qui ne peut être maîtrisée que si une plateforme d'échange de données centralisée est mise à disposition pour la consultation des données. Sans solution d'échange de données institutionnalisée, **Inter-pension** s'oppose à la modification des art. 3, 4 et 11, al. 2, LFLP.

L'**ASIP**, la **FER** et la **Conférence des autorités cantonales de surveillance LPP et des fondations** suggèrent d'étendre les obligations de recherche aux institutions de libre passage. L'**ASA** et la **CSEP** demandent d'examiner la possibilité d'imposer ces obligations aux institutions de libre passage (Fondation institution supplétive LPP incluse) plutôt qu'aux institutions de prévoyance. Selon l'**ASA**, les institutions de libre passage pourraient ainsi être tenues de demander régulièrement à leurs preneurs de prévoyance de confirmer qu'ils n'ont pas de nouvelle institution de prévoyance.

L'**ASA** reconnaît le problème des prestations de sortie non transférées, en violation de l'obligation légale, mais considère que l'approche consistant à obliger les institutions de prévoyance à agir n'est ni efficace ni réalisable. Elle estime en outre que le projet ne prévoit pas, à juste titre, de vérifier l'exactitude des indications fournies par les assurés. L'**ASA** souhaite par ailleurs que des délais clairement définis soient introduits pour la communication des informations.

IDP s'oppose au fait que les institutions de prévoyance soient à l'avenir tenues de rechercher activement les avoirs de prévoyance et d'en exiger le transfert, et demande que cette obligation soit révisée et atténuée. **IDP** fait valoir que les dispositions ne sont pas praticables et rapprochent la responsabilité pour faute des membres des conseils de fondation de la responsabilité objective causale.

L'**ASIP**, la **CSI**, la **FER** et **PK-Netz** saluent la nouvelle obligation de réclamation prévue à l'art. 11, al. 2, LFLP. L'**ASIP** demande toutefois que l'institution de prévoyance puisse se dédommager si elle réclame la prestation de sortie, mais ne parvient pas à la recouvrer. De plus, elle estime indispensable d'en informer l'assuré, même si son consentement n'est pas nécessaire. Par ailleurs, il convient selon elle de tenir compte du fait que des comptes de libre passage peuvent exister à juste titre. La **FER** est d'avis qu'il y a lieu de préciser quelles mesures coercitives peuvent être mises en place et que le montant du transfert ne doit pas excéder celui des prestations réglementaires complètes. La **CSI** est convaincue que la nouvelle réglementation contribuera à empêcher la fragmentation des avoirs de prévoyance et, par conséquent, à éviter de rompre de manière injustifiée la progressivité fiscale par des retraits échelonnés.

La **CSEP** soutient sur le fond l'objectif qui consiste à éviter de laisser des fonds dans des institutions de libre passage, mais elle s'oppose fermement à une extension des obligations d'annonce des institutions de prévoyance et à l'obligation de réclamer la prestation de sortie.

Inter-pension et **VVS** s'opposent à la modification de l'art. 11, al. 2, LFLP et souhaitent conserver la réglementation actuelle, qui repose sur la responsabilité individuelle des assurés. **VVS** estime que la modification entraînerait une augmentation disproportionnée des charges administratives.

La **Fondation institution supplétive LPP** demande à être exemptée de l'obligation de réclamation prévue à l'art. 11, al. 2, LFLP pour l'assurance de risque visée à l'art. 2, al. 3, LPP en ce qui concerne les bénéficiaires d'indemnités journalières de l'assurance-chômage, car leur avoir de libre passage ne lui est pas transféré si le cas de prévoyance survient.

4.2.5 Autres participants à la consultation

BVK salue l'introduction des obligations d'annonce et de réclamation visant à garantir le transfert de l'avoir de prévoyance 1e. La caisse de pension se félicite également du durcissement de l'art. 11, al. 2, LFLP.

Selon **BVK**, il est judicieux que les institutions de prévoyance doivent dorénavant demander aux assurés s'ils possèdent un avoir de prévoyance – lorsqu'ils ne le déclarent pas eux-mêmes – et réclamer le transfert de cet avoir. Elle fait toutefois observer que cette modification entraîne des charges supplémentaires considérables et des frais subséquents. Selon elle, ces frais ne devraient pas être supportés par la collectivité, mais individuellement par les assurés qui ne remplissent pas leurs obligations de collaboration de manière proactive. Elle estime qu'une base légale devrait être créée à cet effet.

Groupe Mutuel pense que la nouvelle obligation imposée aux institutions de prévoyance pour réclamer la prestation de sortie est profitable aux assurés.

FIBA Vorsorge est d'avis que les nouvelles obligations d'annonce et de réclamation ne doivent s'appliquer qu'à la partie obligatoire de l'avoir de prévoyance.

Annexe

Liste der Vernehmlassungsteilnehmenden und Abkürzungen

Liste des participants à la consultation et abréviations

Elenco dei partecipanti alla consultazione e abbreviazioni

1. Kantone

Cantons

Cantoni

AG	Aargau / Argovie / Argovia
AI	Appenzell Innerrhoden / Appenzell Rhodes-Intérieures / Appenzello Interno
AR	Appenzell Ausserrhoden / Appenzell Rhodes-Extérieures / Appenzello Esterno
BE	Bern / Berne / Berna
BL	Basel Landschaft / Bâle-Campagne / Basilea Campagna
BS	Basel Stadt / Bâle-Ville / Basilea Città
FR	Fribourg / Freiburg / Friburgo
GE	Genève / Genf / Ginevra
GL	Glarus / Glaris / Glarona
GR	Graubünden / Grisons / Grigioni
JU	Jura / Giura
LU	Luzern / Lucerne / Lucerna
NE	Neuchâtel / Neuenburg / Neuchâtel
NW	Nidwalden / Nidwald / Nidvaldo
OW	Obwalden / Obwald / Obvaldo
SG	St. Gallen / Saint-Gall / San Gallo
SH	Schaffhausen / Schaffhouse / Sciaffusa
SO	Solothurn / Soleure / Soletta
SZ	Schwyz / Schwytz / Svitto
TG	Thurgau / Thurgovie / Turgovia
TI	Ticino / Tessin
UR	Uri
VD	Vaud / Waadt
VS	Valais / Wallis / Vallese
ZG	Zug / Zoug / Zugo
ZH	Zürich / Zurich / Zurigo

2. Politische Parteien und Parteigruppierungen
Partis politiques et sections des partis politiques
Partiti politici e sezioni di partito

Die Mitte Le Centre Il Centro	
SVP UDC UDC	Schweizerische Volkspartei Union démocratique du centre Unione democratica di centro
SPS PSS	Sozialdemokratische Partei der Schweiz Parti socialiste suisse Partito socialista svizzero

3. Dachverbände der Städte und Gemeinden und der Berggebiete
Associations faîtières de villes, des communes et des régions de montagne
Associazioni mantello delle città e dei Comuni e delle regioni di montagna

SGV ACS ACS	Schweizerischer Gemeindeverband (cité Gemeindeverband) Association des communes suisses Associazione dei Comuni Svizzeri
-------------------	--

4. Dachverbände der Wirtschaft
Associations faîtières de l'économie
Associazioni mantello nazionali dell'economia

SAV UPS USI	Schweizerischer Arbeitgeberverband Union patronale suisse Unione svizzera degli imprenditori
SGB USS USS	Schweizerischer Gewerkschaftsbund Union syndicale suisse Unione sindacale svizzera
SGV USAM USAM	Schweizerischer Gewerbeverband Union suisse des arts et métiers Unione svizzera delle arti e mestieri
Travail.Suisse	

5. Weitere eingeladene Organisationen und Durchführungsstellen
Autres organisations et organes d'exécution
Altre organizzazioni e organi d'esecuzione

ASIP	Schweizerischer Pensionskassenverband Association suisse des institutions de prévoyance Associazione svizzera delle Istituzioni di previdenza
	Stiftung Auffangeinrichtung BVG Fondation institution supplétive LPP Fondazione istituto collettore LPP
FER	Fédération des entreprises romandes
Inclusion Handicap	Dachverband der Behindertenorganisationen Schweiz Association faîtière des organisations suisses de personnes handicapées
Inter-pension	Interessensgemeinschaft autonomer Sammel- und Gemeinschaftseinrichtungen

	Communauté d'intérêts des institutions de prévoyance autonomes collectives et communes
IZS IDP	Innovation zweite Säule Innovation Deuxième pilier
	IV-Stellen-Konferenz Conférence des offices AI Conferenza degli uffici AI
KGAST CAFP	Konferenz der Geschäftsführer von Anlagestiftungen Conférence des administrateurs de fondations de placement
	Konferenz der kantonalen BVG- und Stiftungsaufsichtsbehörden Conférence des autorités cantonales de surveillance LPP et des fondations Conferenza delle autorità cantonali di vigilanza LPP e delle fondazioni
PK-Netz	PK-Netz 2. Säule
	Sicherheitsfonds BVG Fonds de garantie LPP Fondo di garanzia LPP
SKPE CSEP	Schweizerische Kammer der Pensionskassen-Experten Chambre suisse des experts en caisse de pensions
SSK CSI	Schweizerische Steuerkonferenz, Arbeitsgruppe Vorsorge Conférence suisse des impôts, groupe de travail Prévoyance Conferenza svizzera delle imposte, gruppo di lavoro previdenza
SVV ASA ASA	Schweizerischer Versicherungsverband Association suisse d'assurances Associazione svizzera d'assicurazioni
VVAK ACCP	Vereinigung der Verbandsausgleichskassen Association suisse des caisses de compensation professionnelles ACCP Associazione svizzera delle casse di compensazione professionali
VVS	Verein Vorsorge Schweiz

6. Andere interessierte Organisationen oder Privatpersonen
Autres organisations intéressées ou personnes individuelles
Altre organizzazioni interessate o privati

AMAS	Asset Management Association Switzerland
BVK	Personalvorsorge des Kantons Zürich
FIBA	FIBA Vorsorge, Finanzplanung & Versicherungstreuhand
Groupe Mutuel	